

Unité départementale de la Marne
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

Reims, le

|

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



PARC EOLIEN HAUTS MOULINS

16 bd Montmartre
75009 PARIS 09

Références : D2 e 2023-17
Code AIOT : 0005704387

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2023 dans l'établissement PARC EOLIEN HAUTS MOULINS implanté Parc éolien Hauts Moulin 51260 ST SATURNIN. L'inspection a été annoncée le 04/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite planifiée s'inscrit dans le programme pluriannuel de contrôles (PPC) des établissements classés pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN HAUTS MOULINS
- Parc éolien Hauts Moulin 51260 ST SATURNIN
- Code AIOT : 0005704387
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est composé de

- 6 éoliennes d'une hauteur en bout de pale de 150 mètres, et de 2 MW chacune.
- 1 poste de livraison

Ce parc éolien, mis en service en décembre 2012, bénéficie d'une antériorité.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Contrôles réglementaires et périodiques des installations
- Suivi des déchets
- Suivi environnemental

Installations visitées :

- Abords et intérieur du pied de mât de l'éolienne E1t
- Abords et intérieur du poste de livraison
- Voies d'accès et abords de l'ensemble des éoliennes du parc

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Documents à disposition de l'IIC	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 – I	/	Sans objet
2	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
3	Conformité acoustique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	/	Sans objet
4	Transmission de rapports à l'IIC	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 – II	/	Sans objet
5	Formation et exercices d'entraînement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
6	Mises à l'arrêt et installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
7	Contrôles des brides et pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	/	Sans objet
8	Manuel d'entretien et registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
9	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Sans objet
10	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet
12	Formation de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	/	Sans objet
13	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30, 31	/	Sans objet
14	Voies d'accès et abords	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	/	Sans objet
15	Balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
16	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
17	Identification	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
18	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
19	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
20	Réactivité en cas d'incident	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite d'inspection, aucune non-conformité n'a été relevée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents à disposition de l'IIC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 – I
Thème(s) : Risques accidentels, Documents à disposition de l'IIC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée.</p> <p>Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel.</p> <p>Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française.</p> <p>Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022.</p>
<p>Constats : Les documents demandés ont été présentés.</p> <p>Certains d'entre eux sont rédigés en langue anglaise. Il est rappelé à l'exploitant que les documents présentés doivent être rédigés en langue française. L'exploitant devra s'assurer que cette règle soit dorénavant appliquée à l'ensemble des documents destinés à être consultés par l'inspection, conformément à l'article 2.3 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères [...] ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation[...] Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.[...] Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018.[...]Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>Constats : Un suivi environnemental a été réalisé sur les années 2016 et 2017 et transmis à l'inspection. Il concluait à une absence d'impact sur les espèces volantes. Le suivi à 10 ans été réalisé sur l'année 2022 complète. Dès réception, ERG enverra ce rapport à l'inspection, accompagné de l'attestation de téléversement des données brutes correspondantes sur le site DEPOBIO https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/. En complément, l'exploitant a positionné une affiche à l'intérieur des pieds des éoliennes, invitant chaque personne intervenante à signaler au numéro de téléphone indiqué, tout cadavre de volatile découvert au pied des mats.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conformité acoustique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité acoustique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : I.-L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, la conformité acoustique de l'installation doit être vérifiée au plus tard dans les 18 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>II.-Les mesures effectuées pour vérifier le respect des dispositions de l'article 26, ainsi que leur traitement, sont conformes au protocole de mesure acoustique des parcs éoliens terrestres reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Constats : Une étude acoustique a été réalisée du 19 au 26/12/2013 et transmise à l'inspection. Elle conclut à des résultats conformes aux exigences réglementaires. Aucune plainte n'est à déplorer concernant ce parc.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Transmission de rapports à l'IIC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 – II
Thème(s) : Risques accidentels, Transmission de rapports à l'IIC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Par dérogation au I, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée : <ul style="list-style-type: none">- les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis ;- les rapports acoustiques rédigés à la suite de la vérification de la conformité de l'installation prévue par l'article 28, au plus tard 3 mois après l'achèvement de la campagne de mesures.
Constats : Les différents rapports sont transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Formation et exercices d'entraînement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation et exercices d'entraînement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en oeuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : L'ensemble des équipes de mainteneurs est formé. Le sous-traitant en charge de la maintenance envoie à ERG le tableau de suivi des agents formés à chaque mise à jour. Le dernier tableau date de novembre 2022. Un exercice est réalisé par mois, par roulement sur l'ensemble des parcs éoliens exploités par ERG. Le dernier a été réalisé le 19/01/2023 sur le PE des Hauts Moulins, sur le scénario d'un incendie. L'ensemble de la chaîne d'alerte et d'intervention a été éprouvée et les appels vers l'extérieur simulés. Le compte-rendu de l'exercice est disponible. Le retour d'expérience permet notamment une amélioration continue des consignes de sécurité et a par exemple amené l'exploitant à réaliser un plan d'accès destiné aux services de secours et d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Mises à l'arrêt et installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais [...] - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19. Constats : Les opérations de maintenance et de contrôles périodiques sont réalisées et les délais sont respectés. Le contrôle sur pièces a été réalisé par sondage sur les rapports disponibles des essais de novembre 2021. Les derniers essais d'arrêts ont été effectués du 2 au 9 décembre 2022. Les rapports ne sont pas encore disponibles. Les dernières vérifications des installations électriques ont été réalisées en août 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Contrôles des brides et pales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans. « II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté. « III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. « L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. « Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. « IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. »
Constats : Un protocole de maintenance et une procédure spécifique au serrage sont en place. Les résultats sont portés sur un registre. Les opérations de maintenance et de contrôles sont réalisées et les délais sont respectés. Le contrôle sur pièces a été réalisé par sondage. Notamment, le dernier contrôle des brides a été réalisé en novembre 2022. Le dernier contrôle des pales a été réalisé aux jumelles le 27/12/2022. Il est réalisé tous les 4 ans par corde (le dernier date de juillet 2022), et tous les ans par drone (le dernier date de août 2022), complété par un contrôle semestriel intermédiaire aux jumelles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Manuel d'entretien et registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Manuel d'entretien et registre de maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Le registre des interventions sur l'éolienne E1t est présent à l'intérieur du pied du mat. Il est renseigné pour certaines interventions. Il est rappelé à l'exploitant l'importance que ce registre soit correctement tenu à jour. L'ensemble des interventions de maintenance est toutefois repris dans un tableau de suivi, présenté lors de l'inspection. La maintenance à 10 ans a été réalisée du 2 au 9 décembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : Les indications portées sur les bordereaux de suivi des déchets (BSD), permettent d'identifier clairement le nom du parc éolien Hauts Moulins comme producteur des déchets, ainsi que de suivre les déchets du producteur à l'éliminateur final.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <p>« - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</p> <p>« - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</p> <p>« - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</p> <p>« - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</p> <p>« - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</p> <p>« Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p>Constats : Aucune non-conformité n'a été constatée.</p> <p>Le Plan de Prévention est mis à jour chaque année. Sa dernière mise à jour date de mars 2022. Le Plan Opérationnel de Sécurité Interne (POSI) a été mis à jour en juin 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Formation de glace

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Formation de glace
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22 [...].</p>
<p>Constats : Aune non-conformité n'a été constatée. Une procédure "PRT-011 Détection de glace et redémarrage" a notamment été mise en place pour permettre la levée de doute.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30, 31
Thème(s) : Risques accidentels, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I du présent arrêté. Ce montant est réactualisé par un nouveau calcul lors de leur première constitution avant la mise en service industrielle. Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
Constats : L'acte de cautionnement en cours expirera le 31/12/2025. Le prochain acte sera à transmettre à l'inspection courant 2025 et devra être actualisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Voies d'accès et abords

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Voies d'accès et abords
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les voies d'accès sont carrossables. Les plateformes sont entretenues par une entreprise, avec laquelle une convention d'entretien a été établie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Balisage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Balisage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
Constats : Le balisage est en fonctionnement et synchronisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : L'intérieur du pied du mat de l'éolienne E1t ainsi que le poste de livraison ont été visités. Ces équipements sont maintenus fermés à clé et équipés d'alarmes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Identification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Identification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. « Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : « - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; « - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; « - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; « - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »
Constats : Les panneaux rappelant aux tiers les différentes mises en garde ainsi que les numéros d'urgence sont présents. Le numéro d'appel de l'exploitant y est ajouté. Il est joignable 24h/24.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Le pied du mât de l'éolienne E1t visité est propre et libre de tout entreposage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. »
Constats : L'extincteur en pied de l'éolienne E1t a été remplacé en octobre 2022, il est visible et accessible. Ce remplacement est prévu tous les 10 ans. Un extincteur est également présent en nacelle. Les extincteurs présents dans le poste de livraison ont également été remplacés en octobre 2022, ils sont visibles et accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Réactivité en cas d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Réactivité en cas d'incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : « - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; « - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur. »
Constats : Ces éléments sont repris dans le POSI du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet